



AG2R LA MONDIALE

PERSONNE PHYSIQUE

BULLETIN DE MODIFICATION

Contrat d'assurance vie/contrat de capitalisation

OPÉRATIONS D'ARBITRAGES OU DE TRANSFERTS

Vous souhaitez réaliser une opération sur votre contrat. Certaines opérations en cours de contrat ont des conséquences notamment sur le plan fiscal dont il faut tenir compte pour en apprécier l'opportunité. Connaissez-vous bien ces conséquences ? Si cela n'est pas le cas ou en cas de doute sur l'opportunité de l'opération demandée, nous vous recommandons de vous rapprocher de votre conseiller.

En cours de vie du contrat, nous vous demandons de renseigner différentes informations qui nous permettent d'avoir une bonne compréhension de votre situation juridique, patrimoniale et financière qui peut évoluer dans le temps. Ces informations s'inscrivent dans le cadre :

- de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et permettent la réalisation des diligences relatives à l'identification et à la connaissance de la clientèle énoncées notamment à l'article L.561-5 et L.561-6 du Code monétaire et financier,
- de l'obligation de transmettre des informations relatives à des personnes américaines (statut de « US Person ») à l'administration fiscale en application de l'accord intergouvernemental signé le 14 novembre 2013 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA »).

Souscripteur/Adhérent

Madame Monsieur

Nom :

Prénom(s) :

Titulaire(s) du contrat :

Co-souscripteur/Co-adhérent

Madame Monsieur

Nom :

Prénom(s) :

N° du contrat :

demande(nt) à modifier ce contrat/adhésion comme suit (cocher les cases correspondantes), en respectant les minima et les conditions inscrits dans la Proposition/le Projet de contrat d'assurance vie/de capitalisation qui lui(leur) a été remis(e) à la souscription/adhésion.

Attention : seules les demandes faisant apparaître la totalité des informations demandées pourront être traitées.

IDENTITÉ DU SOUSCRIPTEUR/ADHÉRENT

En cas de co-souscription/co-adhésion, le co-souscripteur/co-adhérent renseigne l'annexe 1 « Identité du co-souscripteur/co-adhérent ».

→ Joindre une photocopie de la pièce d'identité en cours de validité présentée par le souscripteur/adhérent (Cf. annexe 2.1)

SITUATION PERSONNELLE

- Nationalité : Française Autre (préciser) :
- Pays de résidence fiscale : France Autre (préciser) : depuis le : [] / [] / []

→ Si vous êtes non-résident fiscal français, joindre les justificatifs pour pouvoir bénéficier de la non-application des prélèvements sociaux lors de l'inscription au(x) contrat(s) des produits attachés aux droits exprimés en euros (Cf. annexe 2.3)

SITUATION FAMILIALE

Marié(e) Union libre Pacsé(e) Célibataire Divorcé(e) Veuf(ve)

Si vous êtes marié(e), précisez votre régime matrimonial

- Communauté légale Séparation de biens Participation aux acquêts
- Communauté universelle avec clause d'attribution intégrale de la communauté au survivant
- Communauté universelle sans clause d'attribution intégrale de la communauté au survivant

DONNÉES FINANCIÈRES ET PATRIMONIALES DE VOTRE FOYER

• Revenus annuels globaux (professionnels, fonciers, mobiliers, rentes, pensions ...)

- < 50 000 € (préciser :) de 200 001 € à 500 000 €
- de 50 000 à 100 000 € > 500 000 € (préciser :) de 100 001 € à 200 000 €

• Patrimoine global

- < 100 000 € (préciser :) de 1 000 001 € à 5 000 000 €
- de 100 000 à 300 000 € de 5 000 001 € à 10 000 000 €
- de 300 001 à 500 000 € > 10 000 000 € (préciser :) de 500 001 € à 1 000 000 €

• Origine du patrimoine (plusieurs choix possibles)

- Succession / donation Vente de bien(s) immobilier(s)
- Cession d'entreprise « Stock options »
- Epargne Valeur mobilière de placement
- Revenus Autre (préciser) :

Paraphe:

• **Composition du patrimoine**

Nature	Montant ou %	Nature	Montant ou %
<input type="checkbox"/> Patrimoine immobilier		<input type="checkbox"/> Patrimoine Professionnel	
<input type="checkbox"/> Patrimoine financier		<input type="checkbox"/> Autre (préciser) :	

• Êtes-vous imposé(e) à l'IR ?

Oui Non

• Êtes-vous imposé(e) à l'ISF ?

Oui Non

ACTIVITÉ DU SOUSCRIPTEUR/ADHÉRENT

Pour un enfant mineur, activité du/des représentants légaux

Catégorie	Précisions
<input type="checkbox"/> Dirigeant de Société	<input type="checkbox"/> Secteur public <input type="checkbox"/> Secteur privé
<input type="checkbox"/> Fonctionnaire	Fonction :
<input type="checkbox"/> Mandat Public	Nature de l'activité du souscripteur/adhérent ou de l'entreprise qu'il dirige
<input type="checkbox"/> Profession Libérale/Indépendant	Exercée depuis :
<input type="checkbox"/> Salarié Cadre	Pays :
<input type="checkbox"/> Salarié Non Cadre	Employeur (nom) :
	Code NAF* : N° de SIREN* :
	<i>* Réservé à la catégorie Dirigeant de Société, Profession Libérale/Indépendant</i>

Retraité

Dernière activité professionnelle exercée :

Inactif

Fonction et nom de l'employeur de la dernière activité :

Tutelle/Curatelle

.....

Autres

Secteur d'activité :

depuis le [] / [] / []

Sources de revenus actuels :

PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES

(Cf. Définition en annexe 3 avant de compléter ce paragraphe)

Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

Non Oui - Fonction exercée :

Dans quel pays ? Depuis : [] / [] / [] Jusqu'à : [] / [] / []

Une personne de votre famille ou de votre entourage exerce-t-elle ou a-t-elle exercé au cours des 12 derniers mois une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

Non Oui - Fonction exercée :

Dans quel pays ? Depuis : [] / [] / [] Jusqu'à : [] / [] / []

Liens avec cette personne :

Si vous avez répondu « oui » à au moins une de ces questions, un justificatif d'origine des fonds vous sera demandé dès le 1^{er} euro.

DÉTERMINATION DU STATUT DE PERSONNE AMÉRICAINE (« US PERSON »)

(Cf. Définition en annexe 3 avant de répondre à la question)

Les questions suivantes permettent de déterminer si vous avez ou non le statut de personne américaine :

	Non	Oui	Formulaire à fournir dûment rempli et signé	Statut
Êtes-vous citoyen des États-Unis d'Amérique ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si « Oui » fournir le W-9	US Person
Êtes-vous résident fiscal des États-Unis d'Amérique ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Possédez-vous un numéro d'immatriculation fiscal des États-Unis d'Amérique (TIN) alors même que vous n'êtes plus résident fiscal des États-Unis d'Amérique ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si « Oui » fournir le W-8BEN	- Non US Person si remise du W-8BEN - US Person si non remise du W-8BEN

Si les formulaires ne nous sont pas remis ou si nous découvrons un « indice d'américanité » (par exemple lieu de naissance ou adresse aux États-Unis d'Amérique...), nous vous demanderons un complément d'informations ou de justificatifs. Si vous ne nous répondez pas, nous serons dans l'obligation de déclarer votre/vos contrat(s) aux autorités fiscales.

Vous désinvestissez votre épargne entre l'ensemble des supports de votre contrat et, le cas échéant, les profils et/ou l'option de gestion ou les orientations de gestion (Les profils et/ou options de gestion ne sont pas compatibles avec les orientations de gestion). Vous sélectionnez les supports d'investissement éligibles au contrat dans le respect des conditions contractuelles et de votre enveloppe fiscale.

	Code ISIN	Nom du support / Profil	Désinvestissement		Réinvestissement
			Montant en euros	En % de l'épargne inscrite sur le support	En % du désinvestissement total
Gestion libre / Orientation Libre	_____	____ %	____ %
	_____	____ %	____ %
	_____	____ %	____ %
	_____	____ %	____ %
	_____	____ %	____ %
Profils		____ %	____ %
		____ %	____ %
Options de gestion		Réallocation programmée de l'épargne ⁽¹⁾	____ %	____ %
		Arbitrages automatiques ⁽¹⁾	____ %	____ %
<input type="checkbox"/> Orientation personnalisée Ou <input type="checkbox"/> Orientation conseillée ⁽²⁾		Unité de compte monétaire de l'orientation	 % %
				 %
					1 0 0 %

⁽¹⁾ Compléter le(s) bulletin(s) d'options correspondant(s)

⁽²⁾ L'orientation personnalisée et l'orientation conseillée ne sont pas compatibles.

Les transferts entre orientation conseillée et orientation personnalisée sont interdits sauf acceptation préalable de l'assureur et signature d'un avenant spécifique pour en fixer les modalités et les frais.

LES SUPPORTS D'INVESTISSEMENT

Le souscripteur/adhérent reconnaît avoir été informé que les caractéristiques principales de l'ensemble des supports libellés en unités de compte sont indiquées dans l'annexe financière à la Proposition de contrat d'assurance valant note d'information / Proposition de contrat de capitalisation valant note d'information / Projet de contrat d'assurance valant notice relative à la gestion libre et, pour les unités de compte sélectionnées, que leurs caractéristiques principales seront rappelées dans les fiches signalétiques jointes aux avenants d'arbitrages ainsi qu'aux relevés de situation annuelle.

En outre, pour chaque support libellé en unités de compte constitué de parts ou d'actions d'organisme de placement collectif, le souscripteur/adhérent reconnaît avoir été informé que les caractéristiques principales sont également indiquées sur le document d'information clé pour l'investisseur ou sur la note détaillée disponibles sur la base GECO du site internet de l'Autorité des Marchés Financiers (<http://www.amf-france.org>) ou sur simple demande écrite auprès de la société de gestion des supports concernés.

Des notations attribuées par différents organismes vous permettront d'apprécier la qualité du support. Même si les performances passées ne permettent pas d'anticiper les résultats futurs, elles pourront vous aider à faire votre choix.

L'épargne constituée sur les supports libellés en unités de compte ne bénéficie d'aucune garantie en capital de la part de l'assureur. L'engagement de l'assureur ne porte que sur le nombre d'unités de compte et sur son calcul et non sur la valeur des unités de compte. La valeur des unités de compte, qui reflète la valeur des actifs sous-jacents, n'est pas garantie mais est sujette à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. Les fluctuations à la hausse ou à la baisse sont au bénéfice ou au risque du souscripteur/adhérent.

SÉLECTION DES UNITÉS DE COMPTE PAR LE SOUSCRIPTEUR/ADHÉRENT DANS LE CADRE DE LA GESTION LIBRE

Dans le cas où le souscripteur/adhérent sélectionne, lors d'une opération sur son contrat, une unité de compte devenue non éligible, notamment en cas de suppression ou de fermeture à l'investissement, l'épargne affectée à cette unité de compte sera investie sur le support monétaire d'attente. Le souscripteur/adhérent pourra demander par la suite dans un délai de 60 jours, par écrit, à procéder à l'arbitrage sans frais de l'épargne investie sur le support monétaire d'attente vers l'ensemble des unités de compte de l'annexe financière en vigueur.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le souscripteur/adhèrent déclare être pleinement informé que les entreprises d'assurance et les intermédiaires d'assurance sont assujettis aux obligations légales et réglementaires de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en application de l'article L.561-2 du Code monétaire et financier et à ce titre, sont tenus de recueillir les informations demandées dans le présent document.

Le souscripteur/adhèrent autorise l'intermédiaire d'assurance à communiquer à l'assureur, en application des articles L.561-7 et L.561-8 du Code monétaire et financier, toutes les informations pertinentes pour l'exercice des diligences énoncées à l'article L.561-6 du Code monétaire et financier.

Lors d'un changement de situation (adresse, patrimoine, profession, ...), le souscripteur/adhèrent s'engage à en informer l'assureur et à fournir l'ensemble des documents nécessaires.

OBLIGATION DÉCLARATIVE DANS LE CADRE DE L'ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL SIGNÉ ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE LE 14 NOVEMBRE 2013.

Le souscripteur/adhèrent déclare être pleinement informé que les entreprises d'assurance sont tenues de transmettre des informations relatives à des personnes américaines (statut de « US Person ») à l'administration fiscale.

Le souscripteur/adhèrent certifie l'exactitude des réponses apportées au paragraphe DÉTERMINATION DU STATUT DE PERSONNE PHYSIQUE AMÉRICAINE (« US Person ») et certifie être :

« Non US Person »

« US Person ».

Le souscripteur/adhèrent fournit les documents nécessaires et son numéro d'identification fiscale ("Taxpayer Identification Number" ou TIN) s'il en possède un :

Sans réponse de sa part, l'assureur sera dans l'obligation de déclarer son(s) contrat(s) aux autorités fiscales.

Si le statut du souscripteur/adhèrent venait à changer, il s'engage à en informer l'assureur et à fournir l'ensemble des documents nécessaires.

En cas de souscription/adhésion conjointe, la présente demande doit obligatoirement être signée par l'ensemble des souscripteurs/adhérents du contrat, lesquels reconnaissent et acceptent la modification demandée.

Le(s) souscripteur(s)/adhérent(s) reconnaît(reconnaissent) que toute opération de gestion sur son(leur) contrat ne pourra être demandée par lui(eux) qu'au terme du délai de renonciation et sous réserve de réception par l'assureur de la preuve que le(s) souscripteur(s)/adhérent(s) ait(aien) été informé(s) que le contrat est conclu.

Fait à le en 3 exemplaires*

Signature du conseiller (code + cachet)

Signature(s) (précédée(s) de la mention "lu et approuvé")

Le souscripteur/adhèrent

Le co-souscripteur/co-adhèrent

Merci de parapher chaque page du présent document

*Exemplaire : Assureur - Conseiller - Souscripteur/Adhèrent

Informatique et Libertés : La collecte des données personnelles du souscripteur/adhèrent est effectuée par l'assureur dans le cadre d'un traitement relatif à la gestion administrative de son dossier. Ces informations sont nécessaires au traitement de son dossier notamment dans le cadre de l'application des dispositions des articles L561-2 et suivants du Code monétaire et financier relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. À défaut, la demande de souscription/adhésion ou de versement ne pourra pas être prise en compte. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée, le souscripteur/adhèrent bénéficie d'un droit d'accès, d'interrogation, de rectification et d'opposition sur les données qui le concernent, sur simple courrier adressé à AG2R LA MONDIALE, Direction des Risques - Conformité & Déontologie, 104-110 Bd Haussmann, 75379 PARIS Cedex 08.

Pour les traitements mis en œuvre aux seules fins de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, le droit d'accès du souscripteur/adhèrent aux données s'exerce auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, 8 rue Vivienne, CS 30223, 75083 PARIS Cedex 02

Contrat assuré par La Mondiale Partenaire - Entreprise régie par le Code des assurances - Membre du Groupe AG2R LA MONDIALE - SA au capital de 73 413 150 €
RCS PARIS B 313 689 713 - 104/110 Boulevard Haussmann - 75379 PARIS Cedex 08

ANNEXE 1 : IDENTITÉ DU CO-SOUSCRIPTEUR/CO-ADHÉRENT

Madame Monsieur

Nom : Prénom(s) :

Nom de naissance :

Date de naissance : | | / | | / | | | | | | | | Lieu de naissance (et pays si étranger) :

→ Joindre une photocopie de la pièce d'identité en cours de validité (Cf. annexe 2.1)

SITUATION PERSONNELLE

• Nationalité : Française Autre (préciser) :

• Pays de résidence fiscale : France Autre (préciser) : depuis le : | | | | / | | | | / | | | | | |

→ Si vous êtes non-résident fiscal français, joindre un justificatif pour pouvoir bénéficier de la non-application des prélèvements sociaux lors de l'inscription au(x) contrat(s) des produits attachés aux droits exprimés en euros (Cf. annexe 2.3)

SITUATION FAMILIALE (si différent du souscripteur/adhérent)

Marié(e) Union libre Pacsé(e) Célibataire Divorcé(e) Veuf(ve)

Si vous êtes marié(e), précisez votre régime matrimonial

Communauté légale Séparation de biens Participation aux acquêts

Communauté universelle avec clause d'attribution intégrale de la communauté au survivant

Communauté universelle sans clause d'attribution intégrale de la communauté au survivant

DONNÉES FINANCIÈRES ET PATRIMONIALES DE VOTRE FOYER (si différent du souscripteur/adhérent)

• Revenus annuels globaux (professionnels, fonciers, mobiliers, rentes, pensions ...)

< 50 000 € (préciser :)

de 50 000 à 100 000 €

de 100 001 € à 200 000 €

de 200 001 € à 500 000 €

> 500 000 € (préciser :)

• Patrimoine global

< 100 000 € (préciser :)

de 100 000 à 300 000 €

de 300 001 à 500 000 €

de 500 001 € à 1 000 000 €

de 1 000 001 € à 5 000 000 €

de 5 000 001 € à 10 000 000 €

> 10 000 000 € (préciser :)

• Origine du patrimoine (plusieurs choix possible)

Succession / donation Vente de bien(s) immobilier(s)

Cession d'entreprise « Stock options »

Epargne Valeur mobilière de placement

Revenus Autre (préciser) :

• Composition du patrimoine

Nature	Montant ou %	Nature	Montant ou %
<input type="checkbox"/> Patrimoine immobilier		<input type="checkbox"/> Patrimoine Professionnel.....	
<input type="checkbox"/> Patrimoine financier		<input type="checkbox"/> Autre (préciser) :	

• Êtes-vous imposé(e) à l'IR ? Oui Non

• Êtes-vous imposé(e) à l'ISF ? Oui Non

Paraphe:

ACTIVITÉ DU CO-SOUSCRIPTEUR/CO-ADHÉRENT

Pour un enfant mineur, activité du/des représentants légaux

Catégorie	Précisions
<input type="checkbox"/> Dirigeant de Société	<input type="checkbox"/> Secteur public <input type="checkbox"/> Secteur privé
<input type="checkbox"/> Fonctionnaire	Fonction :
<input type="checkbox"/> Mandat Public	Nature de l'activité du co-souscripteur/co-adhérent ou de l'entreprise qu'il dirige
<input type="checkbox"/> Profession Libérale/Indépendant	Exercée depuis :
<input type="checkbox"/> Salarié Cadre	Pays :
<input type="checkbox"/> Salarié Non Cadre	Employeur (nom) :
	Code NAF* : N° de SIREN* :
	<i>* Réservé à la catégorie Dirigeant de Société, Profession Libérale /Indépendant</i>
<input type="checkbox"/> Retraité	Dernière activité professionnelle exercée :
<input type="checkbox"/> Inactif	Fonction et nom de l'employeur de la dernière activité :
<input type="checkbox"/> Tutelle/Curatelle
<input type="checkbox"/> Autres	Secteur d'activité :
depuis le []/[]/[]	Sources de revenus actuels :

PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES

(Cf. Définition en annexe 3 avant de compléter ce paragraphe)

Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

Non Oui - Fonction exercée :

Dans quel pays ? Depuis : []/[]/[] Jusqu'à : []/[]/[]

Une personne de votre famille ou de votre entourage exerce-t-elle ou a-t-elle exercé au cours des 12 derniers mois une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

Non Oui - Fonction exercée :

Dans quel pays ? Depuis : []/[]/[] Jusqu'à : []/[]/[]

Liens avec cette personne :

Si vous avez répondu « oui » à au moins une de ces questions, un justificatif d'origine des fonds vous sera demandé dès le 1^{er} euro.

DÉTERMINATION DU STATUT DE PERSONNE AMÉRICAINE (« US PERSON »)

(Cf. Définition en annexe 3 avant de répondre à la question)

Les questions suivantes permettent de déterminer si vous avez ou non le statut de personne américaine :

	Non	Oui	Formulaire à fournir dûment rempli et signé	Statut
Êtes-vous citoyen des États-Unis d'Amérique ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si « Oui » fournir le W-9	US Person
Êtes-vous résident fiscal des États-Unis d'Amérique ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Possédez-vous un numéro d'immatriculation fiscale des États-Unis d'Amérique (TIN) alors même que vous n'êtes plus résident fiscal des États-Unis d'Amérique ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si « Oui » fournir le W-8BEN	- Non US Person si remise du W-8BEN - US Person si non remise du W-8BEN

Si les formulaires ne nous sont pas remis ou si nous découvrons un « indice d'américanité » (par exemple lieu de naissance ou adresse aux États-Unis d'Amérique...), nous vous demanderons un complément d'informations ou de justificatifs. Si vous ne nous répondez pas, nous serons dans l'obligation de déclarer votre/vos contrat(s) aux autorités fiscales.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le co-souscripteur/co-adhérent déclare être pleinement informé que les entreprises d'assurance et les intermédiaires d'assurance sont assujettis aux obligations légales et réglementaires de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en application de l'article L.561-2 du Code monétaire et financier et à ce titre, sont tenus de recueillir les informations demandées dans le présent document.

Le co-souscripteur/co-adhérent autorise l'intermédiaire d'assurance à communiquer à l'assureur, en application des articles L.561-7 et L.561-8 du Code monétaire et financier, toutes les informations pertinentes pour l'exercice des diligences énoncées à l'article L.561-6 du Code monétaire et financier.

Lors d'un changement de situation (adresse, patrimoine, profession, ...), le co-souscripteur/co-adhérent s'engage à en informer l'assureur et à fournir l'ensemble des documents nécessaires.

OBLIGATION DÉCLARATIVE DANS LE CADRE DE L'ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL SIGNÉ ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE LE 14 NOVEMBRE 2013.

Le co-souscripteur/co-adhérent déclare être pleinement informé que les entreprises d'assurance sont tenues de transmettre des informations relatives à des personnes américaines (statut de « US Person ») à l'administration fiscale.

Le co-souscripteur/co-adhérent certifie l'exactitude des réponses apportées au paragraphe DÉTERMINATION DU STATUT DE PERSONNE PHYSIQUE AMÉRICAINE (« US Person ») et certifie être :

« Non US Person »

« US Person ».

Le co-souscripteur/co-adhérent fournit les documents nécessaires et son numéro d'identification fiscale ("Taxpayer Identification Number" ou TIN) s'il en possède un :

Sans réponse de sa part, l'assureur sera dans l'obligation de déclarer son(s) contrat(s) aux autorités fiscales.

Si le statut du co-souscripteur/co-adhérent venait à changer, il s'engage à en informer l'assureur et à fournir l'ensemble des documents nécessaires.

Fait à le en 3 exemplaires*

Signature du conseiller (code + cachet)

Signature(s) (précédée(s) de la mention "lu et approuvé")

Le co-souscripteur/co-adhérent

Merci de parapher chaque page du présent document

*Exemplaire : Assureur - Conseiller - Souscripteur/Adhérent

Informatique et Libertés : La collecte des données personnelles du co-souscripteur/co-adhérent est effectuée par l'assureur dans le cadre d'un traitement relatif à la gestion administrative de son dossier. Ces informations sont nécessaires au traitement de son dossier notamment dans le cadre de l'application des dispositions des articles L561-2 et suivants du Code monétaire et financier relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. A défaut, la demande de souscription/d'adhésion ou de versement ne pourra pas être prise en compte. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée, le co-souscripteur/co-adhérent bénéficie d'un droit d'accès, d'interrogation, de rectification et d'opposition sur les données qui le concernent, sur simple courrier adressé à AG2R LA MONDIALE, Direction des Risques - Conformité & Déontologie, 104-110 Bd Haussmann, 75379 PARIS Cedex 08.

Pour les traitements mis en œuvre aux seules fins de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, le droit d'accès du co-souscripteur/co-adhérent aux données s'exerce auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, 8 rue Vivienne, CS 30223, 75083 PARIS Cedex 02

Contrat assuré par La Mondiale Partenaire - Entreprise régie par le Code des assurances - Membre du Groupe AG2R LA MONDIALE - SA au capital de 73 413 150 €
RCS PARIS B 313 689 713 - 104/110 Boulevard Haussmann - 75379 PARIS Cedex 08

ANNEXE 2 : LISTE DES JUSTIFICATIFS

1/ Pièce d'identité en cours de validité

- Carte d'identité (recto-verso) Passeport (2 pages) Titre de séjour ou de résident (recto-verso)

A défaut d'une pièce d'identité en cours de validité, joindre une copie du permis de conduire et la copie de la pièce d'identité expirée.

2/ Justificatif de domicile de moins de trois mois

- Facture d'électricité, gaz, eau ou téléphone (fixe, portable) Quittance de loyer
 Attestation de propriété Taxe foncière ou d'habitation Attestation d'assurance du domicile

Si vous êtes hébergé(e) par un tiers : attestation d'hébergement signée par le logeur, photocopie d'un justificatif de domicile de moins de trois mois au nom du logeur et photocopie d'une pièce d'identité du logeur.

3/ Justificatifs pour pouvoir bénéficier de la non-application des prélèvements sociaux lors de l'inscription au(x) contrat(s) des produits attachés aux droits exprimés en euros, si vous êtes non-résident fiscal français,

- Un justificatif de domicile (quittance de loyer, de charges, ...) ou certificat de résidence délivré par les autorités communales ou de police.
 Une attestation de l'Inspecteur des impôts du domicile du contractant ou tout document de nature fiscale prouvant que le contractant acquitte bien ses impôts dans son pays de résidence.
 Attestation sur l'honneur dûment complétée et signée.

ANNEXE 3 : DÉFINITIONS

DÉFINITION DES PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES

Sont considérés comme des P.P.E. :

Les souscripteurs ou adhérents qui résident dans un autre Etat membre de l'Union Européenne ou un pays tiers et qui exercent ou ont cessé d'exercer depuis moins d'un an, l'une des fonctions suivantes :

1. Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission Européenne ;
2. Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen ;
3. Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ;
4. Membre d'une cour des comptes ;
5. Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ;
6. Ambassadeur, chargé d'affaires, consul général et consul de carrière ;
7. Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ;
8. Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ;
9. Dirigeant d'une institution internationale publique créée par un traité.

Y compris les membres directs de leur famille

1. Le conjoint ou le concubin notoire ;
2. Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
3. En ligne directe, les ascendants, descendants et alliés, au premier degré, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère.

Ou les personnes connues pour leur être étroitement associées

1. Toute personne physique identifiée comme étant le bénéficiaire effectif d'une personne morale conjointement avec ce client ;
2. Toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec ce client.

DÉFINITION DE RÉSIDENT FISCAL DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Vous êtes considéré comme résident fiscal par l'administration américaine si vous remplissez l'une des conditions suivantes :

1. Vous êtes détenteur de la carte verte, sauf si votre statut légal de résident permanent vous a été retiré ou si vous y avez renoncé judiciairement ou administrativement.
2. Vous avez résidé aux États-Unis d'Amérique au moins 183 jours durant la dernière année civile.
3. Vous avez résidé aux États-Unis d'Amérique plus de 30 jours durant la dernière année civile et au moins 183 jours durant cette même année et les deux années précédentes. La formule à utiliser pour cette détermination prend en compte la totalité des jours pour la dernière année (100 %) un tiers (1/3) des jours pour l'année précédente et un sixième (1/6) pour la seconde.
4. Vous avez choisi le statut fiscal de résident ou vous êtes marié à un résident fiscal et désirez faire une déclaration commune.

Échappent au critère des 183 jours de présence et donc n'acquièrent pas le statut fiscal de résident :

- les membres du corps diplomatique ou ceux détachés auprès des organisations étrangères,
- les enseignants et stagiaires,
- les étudiants,
- les athlètes professionnels temporairement aux États-Unis d'Amérique pour participer à une compétition internationale pour le compte d'une organisation caritative.

Pour plus de précisions sur les critères de détermination du statut de résident fiscal des États-Unis d'Amérique qui peuvent évoluer, veuillez vous reporter au site de l'autorité américaine dénommée Internal Revenue Service (IRS) :

<http://www.irs.gov/Individuals/International-Taxpayers/Substantial-Presence-Test>